

Agriculture

quoi je l'exhorte aujourd'hui à faire un effort pour plaider sa cause devant le cabinet. Je ne veux plus lire dans des revues agricoles que, malheureusement, il ne semble guère écouté de ses collègues. C'est très démoralisant de penser que notre aimable ministre de l'Agriculture ne sait pas se faire entendre du cabinet. Il sait parler comme les agriculteurs lorsqu'il s'adresse à eux et cela plaît aux cultivateurs. A l'occasion, il sait raconter des anecdotes amusantes qui ont du succès, mais ce qu'il y a de bien chez lui, c'est que ses discours sont brefs. Il fait rarement un long discours. Ce n'est pas parce qu'il ne connaît pas assez bien l'agriculture, mais les agriculteurs n'aiment pas les politiciens verbeux et ils apprécient la brièveté de ses discours. Mais il va devoir commencer à produire.

Une voix: Nous n'aimons pas non plus les longs discours.

M. Horner (Crowfoot): N'ayez crainte. Je n'ai que vingt minutes, que j'en désire plus ou non. Le ministre va devoir commencer à produire. On devrait dire à ses collègues du cabinet que l'on ne peut pas enrayer l'inflation en faisant du tort à l'agriculteur. L'agriculteur est la dernière personne à qui l'on devrait faire du tort. J'aimerais lire l'extrait suivant de l'éditorial de l'édition d'octobre du *Country Guide*:

De fortes pressions se sont exercées sur le gouvernement fédéral pour qu'il freine l'inflation. Dans ses efforts frénétiques pour prendre en main la situation, il s'est attaqué, entre tous les groupes, aux agriculteurs.

C'est la dernière chose que le ministre aurait dû permettre à ses collègues du cabinet dans la lutte contre l'inflation.

Des voix: Bravo!

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, suivre le député de Crowfoot (M. Horner) n'est pas une tâche facile. Il a parlé de l'industrie du bœuf et des mesures que nous prenons. Demain matin, à Ottawa, nous allons rencontrer les représentants de cette industrie. Nous les avons priés de venir ici pour étudier certaines propositions dont nous aimerions discuter avec eux...

M. Horner (Crowfoot): J'espère que vous en parlerez à tout le cabinet.

M. Whelan: ... avant de prendre une décision. Cependant, soyons honnêtes. Vous vous souviendrez que l'industrie du bœuf m'avait prié, ainsi que le gouvernement, de ne pas nous mêler de ses affaires. Elle pensait pouvoir s'en tirer par ses propres moyens.

Des voix: Vous ne l'avez pas fait.

M. Whelan: C'est ce qu'elle désirait jusqu'à lundi de la semaine dernière environ. Nous avons suivi l'évolution du marché et nous sommes entrés en rapport avec nos homologues américains ainsi qu'avec les producteurs de bœuf, les abattoirs au Canada, etc. pour connaître les solutions qu'ils proposent. Demain, nous ferons des propositions aux représentants de l'industrie du bœuf.

Trop nombreux sont ceux qui prétendent que nous avons mis un embargo sur le bœuf. C'est faux. Nous avons laissé évoluer le marché normal du bœuf et nous n'avons que rarement rejeté une demande d'exportation de bœuf

[M. Horner (Crowfoot).]

hors du Canada. Les demandes étaient rapidement satisfaites même avant que les États-Unis débloquent leurs prix. J'ignore ce que les partisans d'un blocage des prix—et le parti d'en face préconisait ouvertement un blocage de 90 jours—pensaient qu'il adviendrait après cela, mais j'espère qu'ils prévoyaient autre chose que ce qui s'est produit aux États-Unis après le déblocage.

Alors qu'on discutait d'un blocage des prix, le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis a déclaré que quiconque gèlerait les prix de l'alimentation serait un imbécile. Quinze jours plus tard, le président des États-Unis décrétait un gel des prix. Le secrétaire à l'Agriculture déclara ensuite qu'il avait conclu un accord avec le président et que, lorsque celui-ci prenait une décision, il était toujours d'accord avec lui. Néanmoins, le gel des prix a totalement bouleversé le marché du bœuf aux États-Unis. Il a rompu le processus commercial normal.

Nous avons retiré notre tarif sur le bœuf au printemps. Nous en avions alors discuté avec nos homologues américains et je crois qu'ils étaient résolus à en faire autant, mais il ne l'ont pas fait. Nous avons été déçus car nous aurions aimé à poursuivre notre commerce libre. Le marché a été bouleversé par leurs mesures beaucoup plus que par les nôtres. J'ai appris récemment qu'un haut fonctionnaire américain avait dit au Canada que, lorsque les Canadiens feraient une proposition en vue de supprimer un tarif, les Américains écouterait. S'il en est ainsi, ils n'ont pas très bien entendu, car nous avons supprimé notre tarif, mais ils n'ont pas supprimé le leur.

Bien des gens ignorent que bien des denrées entrent au Canada en franchise ou qu'elles sont assujetties à un tarif très bas, alors que les États-Unis ont un tarif sur les produits qu'ils importent. Prenons par exemple le maïs. Celui qui entre au Canada est frappé d'un tarif de 8 p. 100 tandis que les États-Unis ont imposé un tarif de 25 p. 100 à celui qu'ils importent. La fève soya entre ici en franchise, mais celle qui entre aux États-Unis est frappée d'un tarif de 60c. le boisseau. Les Américains ne sont donc pas les libres-échangistes que certaines gens croient.

Le fait que certains députés ignorent la politique agricole du gouvernement ne signifie pas qu'il n'en existe aucune. Certains députés ne connaissent pas assez l'agriculture et l'exploitation agricole pour reconnaître une bonne politique lorsqu'elle leur est présentée. L'agriculture est l'industrie la plus importante du pays et celle qui réussit le mieux. S'il en est ainsi, c'est que les politiques du gouvernement fédéral n'ont pas entravé son expansion mais ont plutôt permis aux agriculteurs d'encaisser des recettes plus élaborées que jamais, de vendre à des marchés plus nombreux que jamais et d'offrir en abondance au Canada les meilleurs aliments du monde.

• (1530)

Ceux qui disent qu'il n'y a pas de politique nationale à l'égard de l'agriculture ne savent pas de quoi ils parlent. Il y en a une et elle est très valable. Si on voulait essayer de résumer cette politique agricole du gouvernement en quelques mots, on pourrait dire qu'elle vise à établir le cadre dans lequel les consommateurs canadiens pourront être assurés d'un approvisionnement constant d'aliments sains à des prix raisonnables, et à offrir aux agriculteurs et à toute l'industrie agricole un revenu raisonnable qui se compare à celui du reste de la société canadienne.